

# La République superficielle.

Tribune – Edito – Ndimby A. - 22/06/15

Dans une ambiance pour le moins délétère marquée par des grèves, une forte tension politique entre le Président et les députés, et une impopularité croissante du Chef de l'État, les communicateurs du pouvoir tentent timidement de rappeler que dans moins d'une semaine, Madagascar célébrera le 55ème anniversaire de son retour à l'Indépendance [1]. Depuis 2009, les 26 juin se suivent et se rassemblent de façon insipide et narquoise, nous rappelant malheureusement qu'il n'y a pas vraiment de raison de faire la fête. On s'abstiendra de redévelopper ici les points de vue qui ont déjà exprimés les années précédentes sur ce sujet [2].

Pourquoi Madagascar en est arrivé là, ou plutôt pourquoi Madagascar n'a pas beaucoup bougé de là ? Cette question interpelle journalistes, chercheurs et praticiens du développement, justifiant livres, travaux académiques, rapports de consultant, séminaires et ateliers, qui bien qu'utiles, ont une portée limitée en ce qui concerne l'apport de solution : le problème malgache est d'abord et avant tout un problème lié à la mentalité exécrationnelle des politiciens non moins exécrationnelles, et tant que celle-ci ne changera pas (ou mieux, tant qu'on ne changera pas les politiciens), le statu quo sera de mise pour bien longtemps encore.

On pourra résumer la source de nos maux en ces mots : la superficialité de la République. Un régime républicain peut être appréhendé autour d'un ensemble de concepts simples à évoquer mais plus difficile à appliquer, tels que stipulés dans l'article 2 de la [Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance](#) adoptée en 2007 à Addis-Abeba : entre autres, « État de Droit » ; « suprématie de la Constitution » ; « élections transparentes, libres et justes afin d'institutionnaliser une autorité et un gouvernement légitimes » ; « indépendance de la justice » ; « bonne gouvernance » ; « lutte contre la corruption » ; « équilibre entre homme et femme » etc. Et une République digne de ce nom doit aussi être en mesure de prendre soin de ses enfants, en octroyant des services publics performants dans des domaines tels que l'éducation, la santé ou la sécurité publique. A chacun de juger la situation actuelle.

L'État de droit est un État dans lequel tous, gouvernants et gouvernés, sont soumis à l'application du Droit. [3]. Il n'y a aucune utilité à démontrer la faiblesse de l'État de droit à Madagascar, dans la mesure où les faits révèlent chaque jour les lacunes croissantes dans l'application de la loi. Il suffit d'observer la circulation dans les rues d'Antananarivo pour constater les libertés prises avec le droit établi par le Code de la route par les usagers à pieds, en véhicule ou en scooter ; les commerçants ; et même les policiers qui n'hésitent pas à pratiquer un « massage *body-body* avec finition » sur le porte-monnaie des conducteurs. Et ce que l'on voit dans la rue n'est qu'un reflet de ce que l'on voit ailleurs : racket fiscal des entreprises, corruption de la justice, magouilles dans les concours relevant de l'administration, trafics en tous genres du haut en bas des strates sociales [4].

C'est sans doute le grand écart entre les réalités et cet État de droit proclamé par tous les dirigeants qui se sont succédé qui montre combien la République à Madagascar est superficielle. Le comble étant bien entendu l'auteur de coup d'État Rajoelina qui faisait de l'État de droit une de ses litanies préférées. Ecouter un putschiste parler d'État de droit, c'est comme entendre Hitler parler d'égalité des races, Pinochet parler des droits de l'homme, ou Al Capone parler du respect de la loi. Et c'est sans doute parce que Rajoelina s'est fait le porte-flambeau de l'État de droit, que cette notion est devenue bien peu crédible, ce qui est aussi valable pour la démocratie. Et cette remarque qui est valable pour le leader de la Révolution orange pourrie, l'est tout autant pour le Président Ravalomanana ou le Président Ratsiraka. DGID, CNME, FIS, Wisco, bois de rose, Tiko, Sonavam, ponts flottants, vaccins, lunettes pour éclipse solaire, et les caprices de Sophie : l'Histoire n'est qu'un éternel recommencement.

Il y'y pas d'Etat de droit sans une Justice indépendante. Or la corruption depuis l'Ecole nationale de la magistrature et des greffes jusqu'aux tribunaux, le comportement arrogant des magistrats dans la vie civile renforcent les dysfonctionnements de la Justice. Nul besoin de rappeler cette [pitoyable histoire de parking](#) dans laquelle une femme magistrat a jeté quelqu'un en prison. Mais pour une histoire rendue publique comme celle-là, combien de magistrats abusent de leur statut dans l'ombre pour intimider leurs concitoyens ?

Les dysfonctionnements de la Justice pénale se voient également dans la Justice constitutionnelle. Depuis 1960 (sauf la parenthèse Albert Zafy de 1993 à 1996), les juridictions constitutionnelles montrent une servilité à toute épreuve envers le pouvoir exécutif, et tentent de triturer le Droit constitutionnel pour que les gens au pouvoir trouvent midi à leur porte. Raison pour laquelle en définitive, le sort réservé à la Constitution n'intéresse pas grand monde, car dans la perception du grand public, ce n'est qu'une loi destinée à protéger le pouvoir en place, et qu'on pourra rejeter avec lui quand le temps sera venu. D'ailleurs combien de Malgaches ont-ils lu la Constitution

actuelle, qui est de toute façon un torchon inspiré par un DJ, et dont nous payons actuellement les graves incohérences. Et il faut être un DJ, qui a un parcours académique bien connu, pour penser qu'on résoud les problèmes juste en incrémentant le numéro de la Constitution, et en faisant passer celui-ci de 3 à 4.

### Des slogans comme vitrine pour cacher la réalité.

« Madagasikara tsy mandohalika », « Tany tan-dalàna », « Fahamarinana », « Fahamasinana », « Bône Governansa », « Fitiavana » etc.... En fin de compte, chacun se réfugie derrière des slogans et des paroles creuses pour maquiller les réalités, et surfer sur la superficialité de la République tout en y contribuant. Raison pour laquelle un auteur de coup d'Etat se permet de parler de démocratie ; un Président élu par un électeur inscrit sur quatre argue de sa légitimité ; des députés s'arrogent de leur titre de *solombavabahoaka* pour se croire investis d'une mission divine, alors que leur comportement gloutin ne montre pourtant pas [5] ; un Président déchu continue à recevoir Chefs de missions diplomatiques ; la Haute cour constitutionnelle use de beaucoup de talent pour balayer certaines évidences d'un revers de la main à coups d'arguties juridiques ; on laisse à quelques observateurs internationaux le soin de valider les conditions très discutables dans lesquelles des élections ont été organisées. La liste peut être encore plus longue.

La République est donc superficielle, car nous la rendons superficielle. D'un mandat à l'autre, les gouvernants n'ont jamais su se montrer dignes du mandat que les citoyens leurs ont octroyé par les urnes (Tsiranana, Ratsiraka, Zafy), ou qu'ils se sont octroyés eux-mêmes par le mensonge (« Premier tour dia vita » de Ravalomanana) ou la force (Rajoelina). De l'autre côté, la politisation de la société civile et des médias ne permettent pas d'en faire des contre-pouvoirs crédibles. Il est risible de voir certaines personnalités de la presse malgache, y compris ceux qui se sont donnés corps et âmes à la cause du coup d'Etat de 2009, se faire maintenant les porte-étendards de la lutte pour la démocratie. Et même durant ces derniers mois, on a vu comment certains médias ont pris ouvertement un positionnement politique.

C'est sans doute la raison pour laquelle, tout comme Didier Ratsiraka, les politiciens ont adopté le principe suivant : « *en politique il n'y a pas d'inimitié éternelle, il n'y a que des intérêts permanents* ». Concrètement,

- cela explique les majorités à géométrie variable à l'Assemblée nationale, dans laquelle les groupes parlementaires se dessinent au gré du plus offrant, et ce depuis les 4x4 offerts par le Premier ministre Ravony. Cela explique également pourquoi actuellement il n'y a pas d'opposition officielle à Hery Rajaonarimampianina, car tout le monde veut avoir un pied dans le pouvoir tout en ayant la moitié du cerveau dans l'opposition : même le MAPAR et l'ARMADA refusent de s'affirmer opposants malgré leurs virulentes diatribes. Les seuls opposants qui s'affichent comme tels appartiennent à des micro-groupuscules sans envergure qui ne sont même pas au Parlement, et qui n'ont de partis politiques que le nom ;
- cela explique également le grand écart entre les engagements séduisants du Président Rajaonarimampianina lors de son discours d'investiture en matière de démocratie et de bonne gouvernance, et la réalité sur le terrain. Sa volonté affirmée de changer les choses ne peut que courber l'échine devant les réseaux face auxquels il est obligé d'être redevable pour cause du soutien reçu pendant la campagne électorale ;
- et enfin, cela explique qu'il y ait tant d'interprétations multiples, contradictoires et souvent fantaisistes sur des concepts tels que démocratie, patriotisme, ou même coup d'État. Et plus ou moins hors du champ politique, cela explique d'ailleurs pourquoi des grévistes illuminés prétendent sauver leur entreprise en faisant pourtant tout ce qui est imaginable pour l'achever.

Dans ces sables mouvants, même un Malgache y perd souvent son latin. Par conséquent, les représentants de la communauté internationale seraient bien avisés de choisir quand parler et quand se taire. L'expérience de 1991, 2002, 2009 montre que les déclarations des Ambassadeurs en poste à Antananarivo ou même des capitales qui comptent dans les relations internationales n'ont pas permis d'éviter les crises, et qu'elles ont au contraire souvent jeté de l'huile sur le feu. Avis aux *vazaha* amateurs de déclarations tonitruantes dans le contexte actuel...



Si ce qui précède n'est qu'un alignement de constats, il faut avoir le courage de se demander pourquoi la République est superficielle à Madagascar. Est-ce une question de culture politique, nourrie aux mamelles de la monarchie puis de la colonisation, et qui nous rend inadaptés à ce régime ? Ou bien est-ce juste une question de développement, qui fait que la faiblesse de l'éducation et de l'accès aux médias, ainsi que la prévalence de la pauvreté, ne peuvent être un terreau favorable à l'enracinement de la démocratie ?



## Notes

[1] Nous rappelons que le Royaume de Madagascar était reconnu comme nation souveraine et indépendante depuis 1817, n'en déplaise à certains partisans de théories foireuses qui évoquent certaines portions du territoire n'ayant été conquis par ce Royaume pour prétendre en justifier l'inexistence.

[2] Le lecteur peut, s'il le souhaite, se référer à « [49 ans de gâchis](#) » (2009), « [Cinquantenaire amer](#) » (2010), « [Qu'est-ce qu'on fête en fait ?](#) » (2013).

[3] On notera les nombreux débats sur l'écriture de l'expression, entre partisans de l'état de droit, l'état de Droit, l'État de droit, voire l'État de Droit, en fonction du choix de se focaliser sur le système institutionnel ou la situation. Lire ici le point de vue de l'[Académie française](#).

[4] A titre d'exemple, la directrice générale de la fonction publique vient d'être emprisonnée pour fabrication de faux diplôme ; les trafiquants de bois de rose se promènent allègrement sans être inquiétés grâce aux liens privilégiés qu'ils ont noués avec le pouvoir politique depuis la Transition et les campagnes électorales et les exportations d'or illicites à partir d'Ivato prolifèrent grâce à des réseaux incluant certains membres véreux du personnel d'Air Madagascar ; et les trafics d'armes dans les casernes forment un business lucratif avec la complicité de ripoux dans l'armée et la police. On sait également qu'aucun des parvenus de la Transition, qu'il s'agisse de politiciens ou de militaires, n'a été inquiété pour enrichissement sans cause malgré les énormes villas qui narguent la logique de leurs simples salaires. A lire sur le même thème : [L'État de Droit d'une moracratie tordue](#).

[5] Quoique vava signifie est à la fois la bouche pour parler et la bouche pour manger...

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/La-Republique-superficielle,21223.html>